

La Ligue des Droits de l'Homme

Association Loi 1901

Siège social : 138, rue Marcadet

75018 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

AUDIT CONSEIL EXPERTISE, SA
Membre de PKF International
17, boulevard Augustin Cieussa
13007 Marseille

101, rue de Miromesnil
75008 Paris

AUDIT CONSEIL EXPERTISE, SA
Membre de PKF International
17, boulevard Augustin Cieussa
13007 Marseille

101, rue de Miromesnil
75008 Paris

Association La Ligue des Droits de l'Homme
Association Loi 1901
Siège social : 138, rue Marcadet
75018 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité Central, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de votre Association, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Central le 1^{er} mars 2014. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Il est préalablement rappelé que les comptes annuels soumis à votre approbation intègrent, selon les modalités exposées dans le paragraphe « Note sur les méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les comptes des Fédérations et des Sections Locales de l'Association qui font l'objet d'une vérification de la part des services de la Ligue des Droits de l'Homme, mais n'entrent pas dans le champ de notre audit. Ces comptes contribuent au résultat de l'exercice à hauteur d'un montant positif de 10.434 euros contre 109.540 euros l'exercice précédent.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion présenté par le Trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 17 avril 2014

Le Commissaire aux Comptes,

AUDIT CONSEIL EXPERTISE, S.A.

Membre de PKF International



Guy CASTINEL

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

138, rue marcadeet

75018 PARIS

BILAN

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Montant Brut	Amort. et prov.	Montant Net	Montant Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres Immobilisations incorporelles	1 173	716	457	129
Immobilisations Incorporelles en cours	36 336		36 336	-
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions	1 971 775	512 723	1 459 052	1 517 631
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Immobilisations Corporelles	289 705	275 224	14 481	26 579
Immobilisations Corporelles en cours				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	152		152	152
Autres titres immobilisés	6 801		6 801	6 710
Prêts				
Autres Immobilisations financières	10 632		10 632	9 132
TOTAL I	2 316 574	788 663	1 527 911	1 560 333
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	82 082	53 437	28 645	28 640
Avances et acomptes versés sur commande	-			
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)				
Autres créances	325 954	25 744	300 210	243 775
Valeurs mobilières de placement	649 014		649 014	624 325
Disponibilités	106 943		106 943	92 832
TOTAL III	1 163 993	79 181	1 084 812	989 572
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	20 337		20 337	16 772
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL IV	20 337		20 337	16 772
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 500 904	867 844	2 633 060	2 566 677

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

138, rue marcadeet

75018 PARIS

BILAN

P A S S I F	2013	2012
Fonds associatifs		
Fonds associatifs sans droit de reprise	494 684	494 684
Réserves pour création de sections	3 049	3 049
Report à nouveau	684 834	691 437
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-59 028	-6 603
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	327 588	351 448
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 451 127	1 534 015
Autres fonds propres		
TOTAL II		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour Risques	21 600	51 870
Provisions pour Charges	96 539	76 122
TOTAL III	118 139	127 992
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	56 650	58 614
Sur autres ressources		16 000
TOTAL IV	56 650	74 614
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	208 069	227 452
Emprunts et dettes financières divers	435	16 265
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	825	2 902
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 770	54 911
Dettes sociales et fiscales	193 726	157 355
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	396 105	293 873
TOTAL V	854 930	752 759
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	152 214	77 296
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL VI	152 214	77 296
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 633 060	2 566 677

Compte de Résultat	31/12/2013	31/12/2012
Ventes de marchandises	91	708
Production vendue, biens et services	366 024	335 792
Chiffres d'affaires net	366 115	336 500
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Subvention d'exploitation	880 124	819 811
Reprises amortiss. + provisions & transferts de charges	100 170	40 054
Cotisations	641 020	677 430
Autres produits (1)	210 142	270 436
Total pds d'expl. (2) (I)	2 197 571	2 144 231
Achats de marchandises	53 812	37 979
Variation de stock march.	8 008	(8 123)
Achats de matière première	100 011	114 611
Variation de stock mat. prem.	0	0
Autres achats, charges externes (1)	939 580	807 216
Impôts et taxes	69 564	62 062
Salaires et traitements	634 411	546 539
Charges sociales	286 328	244 848
Immos : Dot. aux amortissements	72 782	74 915
Immos : Dot. aux provisions	0	0
Actif circ. : Dot. provisions	3 790	22 848
Risques : Dot. provisions	20 417	15 356
Autres charges	131 616	132 434
Total charges d'expl. (II)	2 320 319	2 050 686
RESULTAT D'EXPLOITATION	(122 748)	93 544
Produits financiers de part.	143	178
Prod. autres valeurs mobil.	0	0
Autres intérêts et prod. ass.	0	0
Reprises sur provisions	0	0
Différences pos. de change	0	0
Produits nets / cessions v.m.p.	400	2 166
Total Produits fin. (V)	543	2 344
Dotations financières	0	0
Intérêts & charges assimilés	10 572	11 475
Différence négative de change	0	0
Charges nettes / cessions v.m.p.	0	0
Total Charges fin. (VI)	10 572	11 475
RESULTAT FINANCIER	(10 029)	(9 131)
RES. COURANT AVANT IMPOT	(132 777)	84 413
Produits except.: ope. gestion	64 287	46 551
Produits except.: ope. Capital (3)	30 040	26 257
Reprises sur provisions	15 000	0
Total produits except. (VII)	109 327	72 808
Charges except.: ope. gestion	31 942	61 790
Charges except.: ope. Capital (2)	0	800
Dotations exceptionnelles	21 600	51 870
Total charges except. (VIII)	53 542	114 460
RESULTAT EXCEPTIONNEL	55 785	(41 653)
+ Report de ressources non utilisées des ex antérieurs	74 614	25 250
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	56 650	74 614
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	2 382 055	2 244 633
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 441 083	2 251 236
BENEFICE OU PERTE	(59 028)	(6 604)

Annexes légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2013 dont le total est de 2 633 060 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de - 59 028 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Seules sont présentées les informations ayant une importance significative et nécessaire à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat de l'association.

SOMMAIRE

FAITS MAJEURS

- Evènements principaux de l'exercice
- Evènements postérieurs à la clôture

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des fonds dédiés
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Dettes garanties par sûretés réelles
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Honoraires Commissariat aux comptes

Faits majeurs

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE :

En 2013 la LDH a obtenu des financements pour quatre projets soutenus par la Commission Européenne, deux projets soutenus par le Conseil Régional Ile de France, et un projet soutenu par des fonds privés (Open Society). Certains de ces projets se prolongeront en 2014.

Cette année, les subventions de l'Etat sont à des niveaux comparables à ceux de 2012.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), en respectant le règlement n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement n° 99-01 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en

France, et notamment les règlements CRC suivants :

- 2000-06 concernant les passifs,
- 2002-10 et 2003-07 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs,
- 2004-06 concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée réelle prévue.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des immobilisations. Les durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

Types d'immobilisations	Modes	Durées
- Logiciels	Linéaire	2 ans
- Bâtiments	Linéaire	50 ans
- Agencements & installations	Linéaire	5 à 25 ans
- Matériel de bureau, informatique	Linéaire	3 à 5 ans
- Mobiliers / Electroménagers	Linéaire	10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « Premier Entré, Premier Sorti ». Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Une dépréciation est constituée en cas de moins-values latentes.

STOCKS

Le stock est évalué selon la méthode du dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AMORTISSABLES

Les subventions d'investissement reçues relatives à des biens non renouvelables par l'association sont amorties linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les comptes annuels 2013 incluent comme en 2012 les comptes des sections, fédérations et régions, appelées entités locales.

Comme chaque année, les comptes des entités locales sont arrêtés au 31/10/2013 alors que ceux du national le sont au 31/12/2013. Le compte de résultat de ces entités représente donc 12 mois d'activité mais avec un décalage de 2 mois par rapport à l'activité du National. En 1996, premier exercice d'intégration des comptes de ces entités, ces comptes ne représentaient que 10 mois d'activité.

Les comptes 2013 intègrent les informations comptables communiquées au siège par les entités locales, 299 sections, 48 fédérations et 22 régions sur un total de 396. Le taux d'intégration pour 2013 (93,18 %) est en légère diminution par rapport à 2012 (96,69%).

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	506		667
Immobilisations incorporelles en cours			36 336
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 451 275		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	520 499		
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	287 938		1 767
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	2 260 218		38 770
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	152		
Autres titres immobilisés	6 710		92
Prêts et autres immobilisations financières	9 132		1 500
TOTAL	15 994		1 592
TOTAL GENERAL	2 276 212		40 362

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 173	
Immobilisations incorporelles en cours			36 336	
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 451 275	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			520 499	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			289 705	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			2 298 988	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			152	
Autres titres immobilisés			6 801	
Prêts et autres immobilisations financières			10 632	
TOTAL			17 585	
TOTAL GENERAL			2 316 573	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	377	339		716
Terrains				
Constructions sur sol propre	294 979	29 104		324 083
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	159 165	29 475		188 640
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	261 360	13 863		275 224
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	715 881	72 782		788 663
TOTAL GENERAL	715 881	72 782		788 663

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	339				
Terrains					
Constructions sur sol propre	29 104				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	29 475				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	13 863				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	72 782				
TOTAL GENERAL	72 782				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges	11 870	6 000	11 870	6 000
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations	76 122	20 417		96 539
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Autres provisions	40 000	15 600	40 000	15 600
TOTAL Provisions	127 992	42 017	51 870	118 139
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	61 449		8 012	53 437
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	34 150	3 790	12 196	25 744
TOTAL Dépréciations	95 599	3 790	20 208	79 181
TOTAL GENERAL	223 591	45 807	72 078	197 320
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		39 807	60 208	
- financières				
- exceptionnelles		6 000	11 870	

Etat des fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif. Ils servent à enregistrer, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas pu être engagée à la clôture de l'exercice :

Ressources	Situations Activité	Montant des fonds affectés au projet au titre de l'exercice	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice
			A	B	C	D = A-B+C
FONDS DEDIES IDF ROMS		23 250	7 000	7 000		
FONDS DEDIES FSE MACIF		81 535	51 614	51 614		
FONDS DEDIES PARTENARIAT MACIF		100 000	16 000	16 000		
FONDS DEDIES PROGRESS		57 000			14 000	14 000
FONDS DEDIES INSEROM		37 250			4 250	4 250
FONDS DEDIES OPEN SOCIETY		21 000			13 000	13 000
FONDS DEDIES PROTECTION DONNEES PERSO		58 405			25 400	25 400
TOTAL		378 440	74 614	74 614	56 650	56 650

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 632		10 632
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 593	2 593	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	2 225	2 225	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	16 606	16 606	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	263 640	263 640	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	40 889	40 889	
Charges constatées d'avance	20 337	20 337	
TOTAL GENERAL	356 922	346 290	10 632
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	208 069	20 331	91 756	95 982
Emprunts et dettes financières divers	435	435		
Fournisseurs et comptes rattachés	55 770	55 770		
Personnel et comptes rattachés	83 174	83 174		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	98 427	98 427		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	12 126	12 126		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	396 930	396 930		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	152 214	152 214		
TOTAL GENERAL	1 007 145	819 407	91 756	95 982
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 383			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	12 934
Autres créances (dont avoirs à recevoir : 0)	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	12 934

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	435
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 383
Dettes fiscales et sociales	193 726
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : 0)	
TOTAL	208 544

Commentaires :

Détail des charges à payer :

<i>Fournisseurs de biens et services : factures non parvenues</i>	<i>14 383</i>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 383
<i>Provisions congés payés et heures de récupération</i>	<i>83 174</i>
<i>Charges à payer auprès des organismes sociaux (formation)</i>	<i>106 146</i>
<i>Charges à payer à l'état (Taxe sur les salaires, AGEFIPH, effort construction)</i>	<i>4 406</i>
Dettes fiscales et sociales	193 726

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	20 337	152 214
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	20 337	152 214

Commentaires :

Détail des charges constatées d'avance :

Interim, fournitures administratives et abonnements	8 953
Sous-traitance informatique	982
Locations immobilières	5 322
Locations mobilières	478
Contrats d'entretien-maintenance	3634
Assurances	968
TOTAL : COMPTE 486	20 337

Détail des éléments exceptionnels

Charges exceptionnelles : 53 542

Sur opérations de gestion : 31 942

dont charges sur exercice antérieur pour 14 916 euros et régularisation de créances pour 12 000 euros

Dotations exceptionnelles : 21 600

Provisions essentiellement liée à la régularisation URSSAF sur versement transport (2013) pour un montant de 15 600 euros et au risque de reversement sur subvention projet pour 6 000 euros

Produits exceptionnels : 145 947

Sur opérations de gestion : 64 287

Produits sur exercice antérieur correspondant notamment à des régularisations de dettes

Sur opérations capital : 30 040

Dommages et intérêts pour 6 180 euros et amortissement des subventions d'investissement (Quote-part rapportée au résultat) pour 23 860 euros

Reprise sur provisions : 51620

Dont provisions pour congrès et charte graphique (40 000 euros) et risque de reversement subvention pour 11 620 euros devenu sans objet

Incidence nette : 92 405

Ventilation des subventions

Répartition par organisme	Montant
ACSE	110 000
CDVA	10 500
J&S (dont Fonjep)	26 321
Matignon	36 800
Politique de la ville	16 000
CNL	0
Subventions congrès	70 529
Conseil régional Ile de France	37 646
Autres conseils régionaux	46 980
Instances européennes	191 586
Départements	44 832
Communes	219 480
Autres Subventions	69 450
TOTAL	880 124

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	208 069
Emprunts et dettes financières divers :	435
TOTAL	208 504

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4,9	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	10,1	
Ouvriers		
TOTAL	15	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées (IFC)		96 539	96 539
TOTAL		96 539	96 539

Commentaires :

- Engagements de retraite

La convention collective de l'animation appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève globalement à 96 539 €. Ce montant tient compte d'un taux d'évolution des rémunérations de 1 %, d'une actualisation au taux de 3,75 % et des charges patronales au taux de 56%.

Ce montant est comptabilisé en provision pour retraite.

- Engagements Droits Individuels à la Formation (DIF) :

Un DIF est reconnu à tout salarié titulaire d'un CDI de plus d'un an d'ancienneté ou titulaire d'un CDD après 4 mois d'ancienneté. Au 31/12/2013, les DIF acquis par le personnel s'élèvent à 1 727 heures. Cet engagement n'est pas valorisé.

Mention des 3 plus fortes rémunérations des cadres dirigeants (art. 20 du titre IV de la loi sur le volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe , car elle conduirait indirectement à donner un rémunération individuelle.

Honoraires Commissaire aux comptes

Au titre de l'exercice 2013, les honoraires du commissaire aux comptes PKF Audit conseil, dans le cadre de leur mission exercée pour l'Association, s'élèvent à 9 667 € TTC (Facturation & provisions enregistrées dans les comptes).